

4 Débats

Penser la Bosnie de l'après-Dayton

OPINION

L'accord de paix négocié à Dayton puis signé à Paris le 14 décembre 1995 était censé, certes tout d'abord mettre fin à la guerre (1992-1995), mais aussi permettre par la suite l'arrivée au pouvoir d'une autre classe politique, une transition démocratique et l'intégration européenne. Las, le récent rapport de l'Union européenne tout comme la résolution du Conseil de sécurité (ONU) constatent que l'architecture de l'accord s'effondre, que la situation actuelle menace la paix et la sécurité internationales, et, surtout, que la Bosnie fait face à la «plus grande menace existentielle» depuis la fin de la guerre.

Pour rappel, un projet de partition «pacifique» attribué au premier ministre slovène Janez Jansa prévoyait le rattachement de l'entité bosno-serbe à la Serbie, des territoires peuplés essentiellement de Bosno-Croates à la Croatie — le reste revenant à une «mini Bosnie» («non paper» publié le 21 avril 2021). Depuis, Milorad Dodik — leader ultranationaliste des Serbes de Bosnie et actuel membre de la présidence «collégiale» de Bosnie — se sent pousser des ailes. Il nie avec toujours plus de véhémence le génocide, se joue de la suprématie de l'Etat, et passe des menaces sécessionnistes aux actions. Il projette ainsi la reconstitution de son armée, démantelée en 1995, et le recours à la force pour donner la pleine autonomie à l'entité bosno-serbe (Republika Srpska).

Si les menaces de sécession se font donc plus précises — la «communauté internationale», pourtant garante de l'intégrité de la Bosnie, intervenant à contretemps —, d'autres indicateurs sont tout aussi préoccupants: une corruption endémique gangrène le pays, la situation tant économique que sanitaire plombe son avenir et l'émigration massive le prive d'une jeunesse intelligente, énergique et éveillée. Alors, les perspectives d'avenir? Aucunes. Contre vents et marrées, les élites ethno-nationalistes verrouillent le jeu politique et se maintiennent au pouvoir depuis trente années. Leur grille de lecture, stratégique et rhétorique, tient cependant compte des changements géopolitiques dont il importe de saisir le «logiciel».

Premièrement: le retour du clivage Est-



CHRISTOPHE SOLIOZ
POLITOLOGUE ET ENSEIGNANT DE PHILOSOPHIE
AU COLLÈGE DE GENÈVE

Ouest renforce les forces centripètes, souverainistes et eurosceptiques et, surtout, fait renaître l'Europe centrale à laquelle s'arriment progressivement les anciennes républiques ex-yougoslaves. Deuxièmement, le nouvel (dés)ordre international redistribue les priorités et déplace les enjeux — l'Europe découvre qu'elle est petite et périphérique, la Bosnie qu'elle n'est plus une priorité. Et, troisièmement: la politique de faiblesse (*weakness politics*) prend le dessus sur la politique de puissance (*power politics*). Logique paradoxale du nouveau jeu politique mise en évidence par Bertrand Badie: la puissance est devenue impuissante, le «faible est devenu politiquement [le] plus fort».

Ou la fable du lion et du rat apprise par cœur par Dodik. Fort de son ancrage en l'Europe centrale — il bénéficie du soutien du premier ministre hongrois Viktor Orban, du président serbe Aleksandar Vucic, mais également du président russe Vladimir Poutine —, il ne se prive pas de défier le haut représentant Christian Schmidt (OHR), de moucher en public le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas, et de neutraliser certains milieux intellectuels en entonnant un discours décolonialiste. La puissance supposée de la communauté internationale devient un problème... dont il vient à bout. Pour le moment, Dodik tient le haut du pavé, et rien ni personne ne lui résiste. Son objectif: une ethnocratie autoritaire avec une démocratie de façade.

Posons alors naïvement trois questions concernant le destin de la Bosnie: la communauté internationale et les politiques locaux remplissent-ils leurs obligations? Non. Est-ce que les multiples confé-

rences et autres séminaires, analyses, expertises auraient amené des changements? Non. Est-ce que tout un chacun serait convaincu que les changements sont désormais inéluctables? Non. A n'en pas douter, le pays se trouve pourtant à un tournant et la «communauté internationale» doit faire preuve d'un réalisme critique. Les réformes exigées récemment par l'Union européenne requièrent de fait des changements constitutionnels. Rappelons que la communauté internationale s'était jusqu'à présent toujours refusée à engager un processus de reformulation de l'accord de paix de 1995. Celle-ci est désormais inéluctable, le tout est de savoir comment l'engager sachant que la «stratégie Zorro» a vécu.

Il ne s'agit donc pas de dicter une nouvelle Constitution comme à Dayton, mais d'engager un processus de co-transformation impliquant les citoyens, les «gens ordinaires» qui représentent la sphère publique de Bosnie. C'est le sens que nous donnons à une approche non pas soft mais *sharp*: c'est-à-dire tranchante, vive et innovatrice. L'établissement récemment d'une assemblée citoyenne en Bosnie montre la voie. Cette nouvelle plateforme — constituée d'un échantillon représentatif de la population du pays — permet aux citoyens d'exprimer directement leurs points de vue sur les nécessaires réformes constitutionnelles et électorales, de formuler des solutions éliminant les dispositions constitutionnelles discriminatoires et d'améliorer la loi électorale.

Face à la léthargie de la classe politique, la métamorphose du pays — inspirée par la «décence commune» chère à Orwell — repose sur la parole et l'engagement citoyens, sur le fait que la majorité des gens place leur confiance dans les valeurs communes «sans avoir besoin de les associer à quelque croyance transcendante» (Orwell), a fortiori ethno-nationales. L'enjeu est de taille, la Bosnie a besoin d'une nouvelle Constitution, d'une réorganisation fonctionnelle sur une base régionale et, surtout, d'un nouveau contrat social. L'accord de paix de 1995 a de facto divisé le pays, il s'agit maintenant de le réunifier. ■

Dernier ouvrage publié: **Viva la Transición.** The Balkans from the Post-Wall Era to Post-Crisis Future, Nomos, 2020.